

COMMUNIQUE

DNTE : beaucoup d'énergie pour brasser du vent

Comme le document officiel de ce jour le spécifie, FORCE OUVRIERE n'est pas associée aux recommandations du Conseil national de débat sur la transition énergétique.

Durant les 8 mois de cette « concertation », FORCE OUVRIERE a donné ses positions et ses revendications sans jamais contribuer à bâtir ou corédiger ces préconisations. Cette position, spécifique et unique, a été annoncée dès le début du débat en novembre 2012.

Les 15 recommandations que le gouvernement valide et reprend posent de nombreux problèmes : FORCE OUVRIERE refuse notamment la réduction de consommation d'énergie par 2 pour l'atteinte de « facteur 4 » ; nous dénonçons la logique de décroissance et de « sobriété » qui détermine ces positions et qui conduit à entériner la rigueur budgétaire et à détruire de nombreux emplois privés et publics ; FORCE OUVRIERE est opposée à la décentralisation énergétique.

Plus globalement, comme FORCE OUVRIERE l'a dénoncé lors de la conférence environnementale de septembre 2012, ce débat national a été organisé par le gouvernement selon des conclusions pré-écrites, notamment en matière de réduction dogmatique de la production de l'énergie nucléaire.

En complément de ses revendications, FORCE OUVRIERE constate que le Conseil national de l'industrie, instance interministérielle présidée par le premier ministre, a produit un avis spécifique dans le cadre de ce débat national. Cet avis va dans un sens acceptable selon FORCE OUVRIERE et il s'inscrit en opposition des recommandations du débat.

Pour FORCE OUVRIERE, le gouvernement doit donc faire un choix entre ses différentes positions.

FORCE OUVRIERE réagira sur le projet de loi lorsque le gouvernement exprimera clairement la trajectoire qu'il retient.

Paris, le 18 juillet 2013

Contact : **Pascal PAVAGEAU, Secrétaire confédéral**

☎ 01 40 52 84 45 - 📞 06 76 77 70 39

✉ pascal.pavageau@force-ouvriere.fr